



Construire Paris avec les citoyen-ne-s engagé-e-s dans les centres sociaux et culturels

LES CENTRES SOCIAUX PARISIENS RAPPELLENT LA NÉCESSITÉ DE FAIRE SOCIÉTÉ ENSEMBLE AU CŒUR DE NOS QUARTIERS ET D'ASSOCIER TOUS LES HABITANT-ES À LA CONSTRUCTION DE LA VILLE DE DEMAIN.

On parle beaucoup des transitions sociétales, écologiques et environnementales, comme autant d'enjeux devant être saisis à un niveau global, avec le risque de piloter les changements sans lien avec la réalité quotidienne de celles et ceux qui en subissent les conséquences au quotidien.

Les habitant-es et les équipes des centres sociaux et sociaux culturels parisiens vivent au quotidien les conséquences des fractures sociales, économiques, environnementales, culturelles et éducatives qui touchent Paris et la banlieue. Nous sommes ainsi confrontés à des inégalités croissantes, à l'exclusion des plus démunis-es, à l'isolement, et, dans une certaine mesure, au délitement de la cohésion sociale et au désengagement de la vie collective. Mais nous sommes également au cœur du foisonnement de propositions, d'envies, d'initiatives portées par des habitant-es pour plus de solidarité, de lien, d'engagement citoyen et pour plus de justice.

Acteurs de l'éducation populaire, lieux d'engagement au service de nos quartiers, les centres sociaux et socioculturels parisiens sont de **véritables activateurs de citoyenneté, des lieux populaires et intergénérationnels, où toutes les rencontres sont possibles pour co-construire la ville de demain.**

Notre travail quotidien avec les habitant-es des quartiers populaires nous permet d'exprimer **des enjeux majeurs pour un Paris solidaire et inclusif, aujourd'hui et demain, et de formuler des propositions** qui vont dans ce sens.

Les enjeux du faire société à Paris en 2020

NOUS SOULIGNONS QUE L'ACCÈS AU LOGEMENT POUR TOU-TE-S À PARIS EST UN PRÉALABLE INDISPENSABLE POUR ENRAYER LA GHETTOISATION EN MARCHÉ ET PRÉSERVER UNE VILLE HUMAINE, DURABLE, DANS LAQUELLE PUISSENT RÉGNER DE VÉRITABLES MIXITÉS ET DANS LAQUELLE IL FASSE BON VIVRE.

JEUNESSE

UNE POLITIQUE DE JEUNESSE INCLUSIVE, COHÉRENTE ET CONCERTÉE, QUI ACCOMPAGNE VERS L'AUTONOMIE ET PERMETTE L'ÉMERGENCE DES CITOYENNETÉS DE DEMAIN.

À ce jour, les enfants et les jeunes sont encore trop considérés comme des bénéficiaires ou des consommateurs et ne sont pas suffisamment mis en capacité d'être acteurs de leur vie et de celle de la collectivité.

Par ailleurs, il existe encore trop d'inégalités selon l'origine sociale des enfants et des jeunes, notamment au regard des temps libres, de la scolarité (ségrégations et contournements de la sectorisation scolaire) et de l'engagement citoyen.

Enfin, nous constatons le manque de **continuité et de cohérence éducative** entre les divers dispositifs et acteurs du champ de la jeunesse, y compris parfois au sein de nos propres structures, ce qui ne permet pas de penser et d'accompagner des parcours émancipateurs de l'enfance vers l'âge adulte.

NOUS SOUHAITONS UNE REDÉFINITION DE LA POLITIQUE JEUNESSE, EN IMPLIQUANT LES ENFANTS, LES JEUNES, LES HABITANT-ES ET LES ACTEURS ASSOCIATIFS ET INSTITUTIONNELS À SON ÉLABORATION. CE TRAVAIL AURAIT POUR FINALITÉ LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ÉMANCIPATION DE LA JEUNESSE.

→ Nos propositions

Il s'agit de dresser un état des lieux, de partager une analyse commune et de construire ensemble des solutions visant :

- la participation des enfants et des jeunes au pilotage de l'offre d'activités jeunesse à Paris et, de façon plus globale, **l'engagement des enfants et des jeunes au sein de la cité** (investissement sur leurs quartiers, apprentissage de la citoyenneté, investissement associatif...)
- la réduction des différentes **inégalités sociales** des enfants et des jeunes devant les temps libres et à l'école (classe sociale, genre, origines...)
- la prévention et la réduction des ségrégations et contournements de la sectorisation scolaire
- les **solidarités entre les parents** de toutes conditions sociales et culturelles
- des relations apaisées entre la police et la jeunesse
- une meilleure coordination des intervenant-es et des activités proposées à la jeunesse sur la Ville en travaillant dans l'optique de créer des **parcours vers l'autonomie et la citoyenneté**
- une articulation avec les contrats jeunesse d'arrondissement et le Projet Éducatif Territorial.

ACCÈS AUX DROITS

L'EFFECTIVITÉ DE L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOU-TE-S, NOTAMMENT À TRAVERS LA RÉDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE.

Les parisien-ne-s, en particulier les plus démunis-es, sont soumis à des parcours administratifs de plus en plus complexes, du fait de la spécialisation et multiplication de leurs interlocuteurs ainsi que de la dématérialisation des démarches. Il est nécessaire de mener un travail pour permettre l'autonomisation des personnes dans leur parcours en les aidant à identifier leurs problèmes et à mobiliser les ressources adéquates.

De fait, les centres sociaux jouent de plus en plus un rôle de coordinateur de parcours et de structure référente pour ces personnes en arrivant ainsi à se substituer aux services publics, ce qui n'est pourtant pas leur mission.

NOUS DEMANDONS LA PRISE EN COMPTE DES PROPOSITIONS SUIVANTES ET NOUS DEMANDONS À ÊTRE ASSOCIÉS À UNE STRATÉGIE D'ÉVOLUTION DES SERVICES SOCIAUX

→ Nos propositions

Permettre à chacun-e d'exercer sa faculté d'être un acteur autonome pour la mobilisation de ses droits.

- Il faut préserver au maximum **l'accueil physique du public dans les institutions** par un travail de coordination et développer dans **chaque arrondissement** des lieux d'accès et d'aide aux démarches, dans lesquels chacun-e pourra avoir accès à un contact direct avec les institutions (permanences, informations collectives)
- Il faut renforcer le soutien aux aidants numériques formés en capacité d'accueillir les publics dans leurs diversités
- Par ailleurs, une évolution du travail social est nécessaire, afin que les usager-e-s y prennent toute leur place. Il est capital d'**associer les habitant-es à cette transformation**. Les centres sociaux parisiens se proposent d'être partie prenante de cette transformation concertée.

ACCÈS AU FRANÇAIS POUR TOU-TE-S

GARANTIR L'ACCÈS À L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS POUR TOU-TE-S.

La politique de l'Etat consiste désormais à ne soutenir que le développement de parcours de formations à visée professionnelle pour les personnes primo-arrivantes.

Or, la question de l'apprentissage du français sur le territoire parisien dépasse largement les publics et la problématique visés par les dispositifs actuels de l'Etat.

L'intégration de tous et toutes dans la vie de la cité ne doit pas être un vain mot, mais bien une politique en actes. Ville de migrations, la collectivité Parisienne doit s'engager pour répondre à cet enjeu majeur.

NOUS SOLLICITONS LA MISE EN PLACE D'UNE VÉRITABLE STRATÉGIE TERRITORIALE, À TRAVERS UN PLAN LINGUISTIQUE TERRITORIAL, À L'IMAGE DE CE QUI SE FAIT DANS D'AUTRES TERRITOIRES FRANCILIENS, ET NOUS DEMANDONS À ÊTRE ASSOCIÉS À CETTE INITIATIVE.

→ Nos propositions

- Reconnaître l'importance, pour le « faire société à Paris », de garantir l'accès à l'apprentissage de la langue française pour tou-te-s, quelque soit leur âge, leur statut au regard de l'immigration, leur statut professionnel, leur niveau scolaire initial.
- Mettre en œuvre une coordination des acteurs du linguistique visant à définir les objectifs et les modalités d'une stratégie Français pour tou-te-s sur le territoire parisien.
- Continuer à soutenir l'interpellation de l'Etat sur le financement des actions linguistiques de proximité et les cofinancer à la hauteur des besoins du territoire

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

RENFORCER LE DISPOSITIF DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, POUR LE RENDRE PLUS COHÉRENT ET PLUS INCLUSIF.

Nous saluons la mise en place du dispositif de démocratie participative à Paris. Il reste cependant à ce stade que les divers composants de ce dispositif constituent un millefeuille mal identifié, aux articulations encore perfectibles et que les difficultés d'appropriation et de suivi par tou-te-s, notamment les habitant-es du Paris populaire, sont réelles. Par ailleurs, nous tenons à mettre en garde contre le leurre d'une démocratie numérique, d'une part parce qu'elle est insuffisante pour mener les débats et confrontations nécessaires au faire société et d'autre part pacerqu'elle est par nature excluante.

NOUS DEMANDONS À CE QUE SOIT OUVERT UN CHANTIER VISANT À FAIRE ÉVOLUER LE DISPOSITIF DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE À PARIS, AFIN DE LE RENDRE PLUS LISIBLE, COHÉRENT ET INCLUSIF, ET NOUS DEMANDONS À Y ÊTRE ASSOCIÉS.

→ Nos propositions

- Progressivement dévoyé de sa vocation, le Budget participatif doit être réformé, au service de l'expertise des habitants, en redéfinissant le périmètre des projets éligibles, les conditions de propositions et d'élaboration, ainsi que les modalités de vote. Par ailleurs, un accompagnement renforcé du dispositif sur les territoires est nécessaire, en s'appuyant notamment sur les centres sociaux et socioculturels.
- Les divers dispositifs d'exercice de la démocratie (Conseil de quartier, conseil citoyen, FPH, ...) doivent être remaniés afin d'encourager la participation des classes populaires. Devront être travaillés l'attractivité, la visibilité et l'accessibilité, ainsi que l'articulation entre les différents dispositifs.
- Enfin, la place des associations locales et des collectifs d'habitant-e-s doit être reconsidérée : ceux-ci ont un rôle majeur à jouer en tant qu'actrices des diverses démarches de concertation. Ce rôle ne saurait être réduit à pourvoir des publics dans des démarches conçues et pilotées par des cabinets privés.

Les centres sociaux, des lieux où la ville de demain se construit, avec tou-te-s les Parisien-ne-s

Nous défendons que la culture, l'écologie et l'innovation sociale sont des sujets majeurs de la construction du Paris de demain et que les inégalités sociales et résidentielles constituent un obstacle majeur au développement de politiques culturelles et environnementales durables. Les centres sociaux et culturels comptent parmi les rares lieux où peuvent se rencontrer toutes les populations, quels que soient leur âge, origine sociale ou géographique. La capacité à mobiliser et actualiser les richesses de la diversité et de la mixité sont au cœur de notre savoir-faire.

NOUS SOUHAITONS ÊTRE SOUTENUS, ET ASSOCIÉS AUX INITIATIVES MUNICIPALES, POUR DÉVELOPPER DE NOUVEAUX PROJETS EN MATIÈRE DE CULTURE, D'ÉCOLOGIE, D'INNOVATION SOCIALE ET DE PROSPECTIVE.

→ Nos demandes

• Un soutien aux projets favorisant la participation de tou-te-s à la vitalité culturelle de Paris, grâce à :

- des partenariats innovants et ambitieux, notamment avec les équipements municipaux culturels, qui visent à sortir de la seule logique de consommation d'une offre culturelle pour construire l'émancipation et le développement du pouvoir d'agir
- des projets de résidence d'artistes permettant une rencontre féconde entre la pratique artistique et les initiatives, les désirs inexprimés émanant d'habitants
- des moyens très concrets pour soutenir les pratiques au niveau local (par exemple, mettre à disposition des associations des parcs de matériel (sono, scène mobile, éclairages, etc.) dans chaque arrondissement

• Un soutien aux démarches du développement du pouvoir d'agir face au défi d'une ville écologique

La réussite de ce défi passe une démarche d'éducation populaire associant tous les parisiens, y compris les plus précaires, qui sont souvent les premiers concernés par les problèmes liés à l'habitat, à la qualité de l'air, à l'accès à une alimentation de qualité à faible coût et à l'information, à la pression du marketing consumériste, à la transhumance quotidienne liée à l'éloignement des emplois, etc.

Nous souhaitons participer et être soutenus dans des démarches :

- d'actions de prévention et de mutualisation de bonnes pratiques (économie d'énergie & amélioration de l'habitat, changement de mode de consommation, recyclage)
- de travail sur l'accès à une alimentation de qualité pour les plus pauvres ;
- de développement de démarches écologiques dans les crèches associatives avec les mêmes moyens que les crèches municipales.

• Un soutien à l'innovation sociale dans les quartiers

Pouvoir mener des projets d'innovation sociale implique de pouvoir travailler dans la durée, hors logique des appels à projets annuels.

Nous voulons co-construire des solutions pour soutenir cette innovation sociale, l'accompagner et la financer : fondations territoriales, renforcement de la Fédération des centres sociaux en la matière, lien avec le budget participatif, etc.

Nous souhaitons également renforcer la place et le financement de l'éducation populaire, qui est la condition nécessaire à une démocratie participative effective.

• Une reconnaissance de nos démarches de prospective impliquant les habitants des quartiers populaires

Le réseau des centres sociaux et culturels parisiens a lancé une démarche de Prospective Populaire et Participative afin de d'éclairer l'avenir en associant tous les habitant-es à la réflexion sur les futurs souhaitables pour notre ville et ses quartiers. Nous souhaitons partager les résultats de cette démarche afin que ceux-ci soient intégrés dans la définition et la programmation des futures politiques parisiennes par la future équipe municipale.

Les centres sociaux et socioculturels à Paris, une place à renforcer

• Un modèle économique à renforcer

La force des Centres Sociaux et socioculturels réside dans leur approche globale des sujets, dans leur capacité à tisser du lien, à générer de la participation et de l'engagement, à produire avec les habitants des améliorations continues au vivre ensemble.

Si certaines actions ponctuelles peuvent relever d'une logique de projet, le fonctionnement global d'un centre social doit reposer sur des financements globaux, transversaux et qui permettent le travail sur des temps longs et une construction incrémentale sur plusieurs années.

• L'insuffisance de financements pour des actions essentielles

Le retrait massif des aides à l'emploi de l'Etat a eu un impact fort pour nombre de centres, qui les a conduit à réduire les moyens déployés. Ils ont su dans l'ensemble stabiliser leur équilibre économique, le renforcement du soutien financier par la collectivité parisienne lors de la mandature actuelle y ayant indiscutablement contribué. Il n'en reste pas moins qu'au regard des besoins détectés sur leurs territoires, certaines actions prioritaires au vu des enjeux territoriaux pâtissent du manque de financement. Nous sollicitons la Ville de Paris pour un appui financier renforcé sur ces actions.

- **les actions d'apprentissage du français, et plus particulièrement les ateliers sociolinguistiques**, outils d'intégration et de cohésion dans les nombreux territoires de migration de Paris
- **l'accompagnement des familles et le soutien à la parentalité**. D'un point de vue financier, cet axe, pourtant majeur, n'est pas pris en compte dans notre convention avec la collectivité parisienne. Le poste de référent famille n'a pas de financement fléché en dehors des 60% assurés par la CAF
- **les actions jeunesse ne bénéficient que de financements morcelés et parcellaires**, qui ne permettent pas de prendre en compte tout le spectre des actions enfance et jeunesse et une véritable continuité au service d'un parcours émancipateur
- **l'accompagnement de la dématérialisation des services publics et pour l'inclusion numérique**

• Un éparpillement des financements

Chaque année, les centres sociaux parisiens doivent aller chercher 40% de leur budget (pourtant inférieur de plus de 20% à la moyenne nationale) sur des financements « éparpillés » : en moyenne, 20 subventions différentes inférieures à 10.000 euros. Cela dénature doublement le projet de chacune de nos structures : en mobilisant l'équipe sur sa survie et non sur le lien avec les habitants et le territoire ; en orientant le projet non pas sur la base des besoins et projets du quartier mais en fonction des financements trouvés.

• Une couverture du territoire parisien insuffisante

Même si le nombre des centres sociaux et culturels parisiens a augmenté au cours des trois dernières mandatures, de par le volontarisme de la Ville et de la Caf de Paris, il subsiste des territoires parisiens sous-dotés.

NOUS SOUHAITONS LA CRÉATION DE NOUVEAUX CENTRES SOCIAUX, AFIN QUE CHAQUE PARISIEN-NE-S PUISSE DISPOSER D'UN LIEU OÙ EXERCER PLEINEMENT SA CITOYENNETÉ.

• Un renforcement de la place des centres sociaux dans l'élaboration des politiques

Le centre social et culturel n'est pas toujours pleinement reconnu à l'échelle parisienne comme co-constructeur et co-élaborateur de politiques publiques et de stratégies de territoire. Nous souhaitons être plus impliqués dans les différents lieux d'élaboration de celles-ci. (Schéma d'Animation de la Vie Sociale, Projet Educatif Territorial, Schéma parisien des services aux familles, CTG, articulations DASCO - rectorat. ..)

Quelques chiffres clefs

Source : SENACS 2018

- **39** centres sociaux et socioculturels à Paris, dont 29 associatifs

Participation des habitant-es :

- Plus de **90 000** Parisiens participent à la vie des centres sociaux et socioculturels parisiens dont 27 000 régulièrement.
- Près de **3 500** bénévoles d'activités (ateliers sociolinguistiques, accompagnement à la scolarité, accès aux droits...)

Soutien à la vie démocratique et à l'engagement citoyen :

- **205** initiatives et collectifs soutenus,
- **570** associations accueillies et soutenues
- **33** centres impliqués dans une instance de démocratie participative

Les Centres sociaux et socio culturels et les démarches écologiques :

- **23** centres sociaux et socioculturels ont engagé des démarches écologiques (sensibilisation, approvisionnement, gestion des déchets...)
- **408** salariés soit 340 ETP